

Guinée



Objectifs principaux

- Offrir une protection internationale à tous les réfugiés en Guinée et améliorer la qualité de l’asile en garantissant un prompt accès aux procédures de détermination du statut de réfugié.
- Continuer à prodiguer une assistance sous forme de soins et d’entretien aux réfugiés vivant dans les camps ainsi qu’une assistance ciblée aux réfugiés urbains vulnérables résidant à Conakry.
- Faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés libériens.
- Faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés ivoiriens, dès lors que les conditions s’y prêteront.
- Promouvoir l’intégration locale des réfugiés sierra-léonais demeurés dans le pays grâce à un programme d’autosuffisance.
- Intégrer les aspects relatifs à l’âge et à l’égalité des sexes dans toutes les activités de planification et de programmation visant les réfugiés.

- Réhabiliter l’environnement dans les zones touchées par la présence des réfugiés et jouer le rôle d’un catalyseur dans la recherche de fonds pour financer de nouvelles mesures correctives dans ce domaine.
- Renforcer les mécanismes déjà en place pour la prévention et la prise en charge des problèmes de violence sexuelle et liée à l’appartenance sexuelle (sexiste).
- Renforcer l’intervention coordonnée contre le VIH/SIDA.

Chiffres prévisionnels		
Population	Janv. 2005	Déc. 2005
Libéria (réfugiés)	101 000	29 100
Côte d’Ivoire (réfugiés)	10 000	4 950
Autres réfugiés	11 000	1 500
Total	122 000	35 550

Total des besoins : 23 002 652 dollars E.-U.

Contexte

Faits nouveaux

La situation politique en Guinée demeure complexe. L'élection présidentielle qui s'est tenue en décembre 2003 a reconduit le président Lansana Conté dans ses fonctions pour un nouveau septennat. Une crise économique s'est déclarée, accompagnée de tensions sociales et aggravée par le fait que le pays n'a pas bénéficié de l'aide au développement prévue, en raison de son incapacité à satisfaire à certains critères économiques et politiques fixés par ses partenaires. À la mi-août, une hausse des prix des produits pétroliers a avivé les tensions sociales, et les craintes de voir l'opposition encourager des manifestations (débouchant sur la violence) dans les rues de la capitale.

La Guinée demeure menacée par les conditions de sécurité dans les pays limitrophes. La Côte d'Ivoire connaît une situation de paix précaire, maintenue tant bien que mal par le déploiement de plus de 6 000 casques bleus de l'ONUCI et par les efforts soutenus des États africains et de la communauté internationale pour faire progresser le laborieux processus de résolution du conflit. En Sierra Leone, la prolongation de la période de déploiement de la MINUSIL a de toute évidence favorisé la consolidation de la paix. Au Libéria, le déploiement de plus de 15 000 soldats de la MONUL a mis fin à 14 ans de guerre civile. Les programmes de désarmement et de démobilisation se poursuivent, et l'évolution des conditions de sécurité dans la sous-région peut être considérée comme globalement positive.

L'UNHCR a mené à bien l'opération de rapatriement librement consenti des réfugiés sierra-léonais hébergés dans les camps de Kissidougou, aidant plus de 12 000 personnes à regagner la Sierra Leone en 2004. Les autorités guinéennes ont accepté les demandes d'intégration sur place de quelque 2 000 réfugiés sierra-léonais des camps d'Albadaria qui ont choisi de rester dans le pays. Ce groupe a été relogé au camp de Boreah, où un programme d'intégration sur place sera mis en œuvre pour garantir un accès rapide des réfugiés à l'autosuffisance.

Au cours de l'année 2004, une opération de vérification a été menée dans tous les camps de réfugiés de Guinée pour contrôler les documents d'identité. En 2005, l'UNHCR prévoit de mettre en service le

système d'enregistrement Profile, qui devrait améliorer la précision des données. Outre la population des camps, on dénombre en Guinée 10 000 réfugiés urbains de diverses nationalités, majoritairement des Libériens arrivés dans le pays au début des années 90.

Contraintes

Dans la région forestière située aux frontières avec la Sierra Leone et le Libéria, les conditions de sécurité continuent à se détériorer, avec des passages incontrôlés de combattants sierra-léonais et libériens sur le sol guinéen. Des rapports font état d'un trafic florissant d'armes légères à travers tout le pays et, au-delà des frontières, en Côte d'Ivoire et au Libéria. Bien que limité par des contraintes financières, l'homologue gouvernemental de l'UNHCR devrait mener des entretiens réguliers de détermination du statut de réfugié, à Conakry et sur le terrain. Au vu de l'environnement opérationnel difficile, l'Organisation a du mal à pourvoir les postes internationaux en Guinée.

Stratégie

Protection et solutions

En 2005, la délégation de l'UNHCR en Guinée renforcera les capacités du Gouvernement, par des formations, des ateliers et des mesures d'accompagnement en cours d'emploi. Elle accordera également un appui technique, en dispensant des conseils spécialisés sur la DSR et en assurant des formations, assorties de supports, au recensement et à la délivrance de pièces d'identité, pour veiller à ce que les réfugiés bénéficient d'une protection adéquate.

Les activités d'appui au rapatriement librement consenti des réfugiés libériens vivant dans les camps, qui ont débuté en octobre 2004, passeront en temps voulu à la phase de promotion (encouragement actif du rapatriement librement consenti à grande échelle), à condition que l'élection présidentielle au Libéria (prévue pour fin 2005) confirme le retour à la stabilité politique et sociale.

Un peu moins de 2 000 réfugiés sierra-léonais (résidant actuellement au camp de Boreah, à Kissidougou) recevront une aide pour atteindre l'autosuffisance, dans le cadre d'un projet d'intégration sur place comprenant trois volets – agriculture, formation professionnelle et activités génératrices de revenus. L'UNHCR sera



Réfugiés sierra-léonais regagnant leur pays d'origine – Le voyage, qui se déroule sur terre et sur mer, prend souvent plusieurs jours. *UNHCR*

appuyé par la FAO dans le secteur agricole, et l'UNICEF apportera une contribution sous forme de colis de fournitures scolaires. Les enfants réfugiés sierra-léonais seront scolarisés dans les écoles guinéennes locales, et l'UNHCR prodiguera une aide aux établissements qui les accueilleront.

L'UNHCR poursuivra son travail de sensibilisation sur la Convention des droits de l'enfant et continuera à rechercher des solutions durables pour les enfants séparés de leur famille et les mineurs non accompagnés. Ces activités comprendront la recherche de proches et le regroupement familial, lorsque ces solutions sont envisageables, ainsi qu'un suivi constant et des interventions adaptées pour répondre aux besoins de protection des enfants réfugiés dans les camps et au-dehors.

La brigade mixte continuera à assurer la sécurité dans les camps et contribuera à un signalement efficace des cas de violence sexuelle et sexiste. La prévention et la prise en charge des problèmes de la violence sexuelle et sexiste continueront à faire l'objet de mesures énergiques. Des antennes d'aide juridique ou des groupes de discussion sur la violence sexuelle et sexiste seront mis en place dans les camps, et des réunions hebdomadaires seront organisées pour suivre et coordonner les activités dans ce secteur.

La réinstallation dans des pays tiers sera activement encouragée, en tant qu'outil de protection

internationale et solution durable pour les réfugiés répondant aux critères requis.

Assistance

Tous les réfugiés vivant dans les camps – les Libériens et les Ivoiriens ainsi que les réfugiés sierra-léonais restés dans le pays – recevront une aide matérielle comprenant des articles domestiques et des matériaux pour la construction des abris. Les enfants réfugiés bénéficieront d'un enseignement primaire gratuit, et tous les réfugiés vivant dans les camps auront accès à des services de santé. Une assistance limitée sera maintenue au bénéfice des réfugiés urbains pour les aider à atteindre rapidement l'autosuffisance et à s'intégrer sur place (ils auront également accès à des systèmes de crédit rotatif). L'UNHCR continuera à prodiguer une aide médicale aux réfugiés urbains vulnérables.

Un plan d'action renforcé pour la prévention et la prise en charge des problèmes liés au VIH/SIDA sera mis en œuvre en coordination avec d'autres organisations et acteurs concernés. L'UNHCR mettra notamment en œuvre des activités dans les camps pour renforcer la sensibilisation au VIH/SIDA. Le Haut Commissariat dispensera une aide pour remédier aux dégradations environnementales dans les zones ayant souffert de la présence de populations réfugiées.

Organisation et mise en œuvre

Structure de gestion

L'effectif de l'UNHCR sera composé de 31 fonctionnaires internationaux et de 139 collaborateurs locaux. L'Organisation bénéficiera également des services de Volontaires des Nations Unies (VNU).

En 2005, la représentation de l'UNHCR en Guinée gèrera ses opérations à partir de trois bureaux : un bureau principal à Conakry, un bureau secondaire à N'zérékoré et un bureau extérieur à Kissidougou. Le bureau secondaire et le bureau extérieur rendront compte de leurs activités au délégué de l'UNHCR en poste à Conakry.

Coordination

L'UNHCR en Guinée participera aux diverses réunions sous-régionales sur l'organisation du rapatriement librement consenti des réfugiés libériens et prendra une part active aux réunions interorganisations, notamment dans le cadre de la Procédure d'appel global, et aux sessions des groupes thématiques. Des réunions régulières seront organisées avec les partenaires d'exécution. Les programmes de l'UNHCR seront coordonnés en collaboration avec les partenaires d'exécution et le Bureau national de coordination des réfugiés (BNCR), l'organe gouvernemental chargé des affaires de réfugiés en Guinée.

L'Organisation participera également à l'Initiative du fleuve Mano, conduite à la demande du Secrétaire général des Nations Unies pour promouvoir une stabilité durable dans la sous-région.

Bureaux
Conakry
Kissidougou
N'zérékoré

Partenaires
Organismes gouvernementaux
Bureau national de coordination des réfugiés
Radio rurale de Guinée
ONG
Action by Churches Together
Action contre la faim
African Humanitarian Action
American Refugee Committee
Centre canadien d'étude et de coopération internationale
Comité international de secours
Organisation pour le développement intégré communautaire
Première Urgence
Service jésuite des réfugiés
Services de secours catholiques
Autres
Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
FICR
VNU

Budget (dollars E.-U.)	
Activités et services	Programme annuel
Protection, suivi et coordination	6 696 682
Abris / autres infrastructures	385 500
Activités génératrices de revenus	180 000
Appui opérationnel (aux partenaires)	1 234 208
Assainissement	285 000
Assistance juridique	520 130
Besoins domestiques	427 450
Eau	294 458
Education	1 132 205
Production vivrière	32 000
Santé	934 740
Services communautaires	586 520
Sylviculture	275 840
Transport / logistique	6 602 000
Vivres	57 250
Total des opérations	19 643 983
Appui au programme	3 358 669
Total	23 002 652

Guinée